



Reste connecté partout avec ton **MIFI HARVILON**

80Go gratuits (valable 30 jours) pour l'achat du Mifi 4G en agence. Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg 00000

39.900F
29.900F
+ 60Go d'Internet Gratuit



PROMO!

La déroute de l'armée ukrainienne P.7



Lauréat du Prix d'Excellence RDI-France

La Dépêche

Hebdomadaire d'Information Générale paraissant au Togo

Nouvelle adresse : 18, rue des Mirabelles, Tokoin Doumasséssé, tel: 90 19 66 68 / Courriel: ladepechetg@gmail.com

Directeur de publication: MEWENEMESSE K.Apollinaire

31^e année / N° 1206 du 30 Octobre 2024 Prix: 250 FCFA

Landerneau politique togolais

Une opposition qui ne fédère pas n'a pas sa raison d'être

 P.3

Concours médias :

HAPLUCIA, HAAC et OTM unissent leurs forces contre la corruption

 P.4

Un hommage mérité au ministre PRE à Pagouda

 P.2

La presse togolaise encore endeuillée Dorothee Broohm n'est plus

 P.2

Santé L'ONG UMA fait don de médicaments et de matériels médicaux au CMS de Koutoukpa

 P.5

Techniques de reportage visuel :

Des journalistes togolais outillés pour dynamiser l'investigation

Le journalisme d'investigation au Togo prend un nouvel élan avec une formation innovante sur les techniques de reportage visuel. Le consortium «Togo Reporting Post», l'un des acteurs majeurs de l'investigation journalistique dans le pays, a initié cette session de formation pour outiller les journalistes des compétences indispensables dans un environnement de plus en plus dominé par le numérique.

Une quinzaine de journalistes se sont réunis à Lomé samedi 26 octobre 2024 pour apprendre les techniques de tournage et de montage, des savoir-faire clés qui leur permettront de produire des enquêtes plus percutantes.

Un renforcement de capacité stratégique

Gérard Afangnowou, responsable des formations au sein

de «Togo Reporting Post», a précisé les objectifs de cette initiative : « Togo Reporting Post est un consortium de journalistes d'investigation, et nous avons élaboré un plan d'action stratégique dont l'un des axes est le renforcement de capacité des membres adhérents, mais aussi de tous les journalistes d'investigation au Togo. »

Ce programme, qui est la première phase d'une série de



formations prévues, s'est focalisé sur les aspects théoriques de la production visuelle, incluant la prise de vues, le choix des angles et les réglages techniques tels que la vitesse d'obturation.

Comme l'a souligné M. Afangnowou, l'atelier marque une étape importante dans l'évo-

lution des compétences des journalistes togolais : « Au premier abord, nous renforçons leur capacité sur comment prendre les vues, comment faire le montage, et quel angle adopter. Ensuite une sortie sur le terrain est également prévue pour permettre aux participants de mettre en pratique les notions théoriques abordées, consolidant ainsi leurs nouvelles compétences en situation réelle. »

son savoir, Mme Abalo explique : « Aujourd'hui, les journalistes doivent savoir tout faire. Il est important qu'ils sachent aussi bien écrire que faire de la vidéo. » Elle a souligné que la diversification des compétences est désormais essentielle dans le métier, à mesure que le numérique transforme les habitudes de consommation d'information.

Selon Caroline, cette formation répond à un besoin actuel des journalistes de proposer des contenus plus visuels : « Aujourd'hui, avec les téléphones et les écrans, beaucoup de choses se font en vidéo... le numérique oblige à se mettre aussi à la vidéo. » Cette évolution est une réponse aux défis posés par la montée en puissance des plateformes numériques, où le visuel est devenu un levier clé pour atteindre et capter l'audience.

En fin de compte, cette formation se veut une avancée significative pour le journalisme togolais, qui s'approprie les outils modernes pour se réinventer dans un monde numérique.

Yvette SOSSOU

Le soutien d'une formatrice expérimentée

Pour animer cet atelier, Caroline Chauvet Abalo, journaliste reporter d'images, a mis son expertise au service des participants. Engagée à transmettre

Un hommage mérité au ministre PRE à Pagouda

Il n'y a rien de plus difficile que de se séparer d'une personne qui vous est chère. Qui plus est d'une personnalité d'Etat de la trempe du Ministre PRE Simfeitchéou Mathias dont l'humanité, la loyauté et l'empathie sont l'expression vivante de sa vie, non seulement que c'est difficile, mais c'est douloureux. Le Ministre PRE a été conduit ce samedi 26 octobre 2026 à sa dernière demeure à Pagouda devant un regard impuissant de ses Quatre enfants tous sur les bancs d'étude, dont la Benjamine à moins de 20 ans. Ils sont désormais orphelins de père et de mère.



Ministre PRE est un phare dans la tempête. Mais, c'est Dieu qui donne, c'est Dieu qui reprend.

C'est avec un regard épris de détresse, et d'impuissance que l'on a vu la dépouille mortelle du Ministre PRE enfilée dans un cercueil défilé à pas de sénateur en direction de sa résidence où il fut inhumé dans une stricte intimité familiale. Pour rendre un hommage mérité à l'illustre disparu, la veillée et la messe d'enterrement ont été présidées en personne par Monseigneur Jacques Danka-Longa, Evêque du Diocèse de Kara entourés des révérends pères et sœurs de l'église catholique.

Ministre PRE, vous avez lutté jusqu'au bout. Mais comme les voies de Dieu sont insondables, cher Grand Frère, va et repose en paix.

Source : accvisionplus.com

Membres de famille, de gouvernement, les autorités administratives, politiques, religieuses, militaires et civiles, toute une kyrielle de personnalités dont le Grand Chancelier de l'ordre national de mérite Ministre Barry Moussa Barqué et la Présidente du Parlement de la CEDEAO l'Honorable Députée Mme Memounatou Ibrahima, ont tenu tous à rendre un dernier hommage par leur présence effective au Ministre PRE Simfeitchéou Mathias inhumé ce samedi 26 octobre 2024 à Pagouda sa ville natale.

Après une floraison de gerbes de fleurs, les membres

de la famille, ses enfants, la Primature, les cadres de la Binah, les représentants du Parti politique UNIR et de la SNCT ont tour à tour rendu un vibrant hommage à l'illustre disparu. La bonté engendre la bonté. La présence de toutes ses personnalités illustre à merveille l'œuvre utile rendue par le défunt.

« Le titre Ministre qu'il portait depuis feu Président Eyadema, ne l'a jamais rendu arrogant, ni éloigné du Togolais lambda » a écrit un confère journaliste. Pour bien de personnes en général, et en particulier les natifs de la préfecture de la Binah, le

La presse togolaise encore endeuillée Dorothee Broohm n'est plus



Mercredi 23 octobre 2024, la journaliste au quotidien national Togo Presse a rendu l'âme dans la soirée. Ancienne étudiante à l'université de Lomé passée par l'Institut des Sciences et Techniques de l'Information en RDCongo en Afrique centrale, Dorothee Broohm fut une journaliste chevronnée au Desk Culture du quotidien national «Togo Presse». Avec son rire timide qui camoufle une énergie rare, elle a un amour indescriptible du métier. Que d'articles fouillés Dorothee n'a-t-elle pas signés pour les rubriques arts, re-

ligion ou société? Surnommée « La Gazelle des médias », la fille d'Agbodrafo a par ailleurs collaboré avec d'autres journaux (Radio Maria Togo, La Présence chrétienne) et magazines dont le Mensuel Amina. Dorothee Broohm est membre de nombreuses associations de médias dont l'Union catholique africaine de la presse (Ucap). La cinquantaine révolue, elle est partie avec sa gentillesse et sa bienveillance. Elle fait partie des premiers bénévoles de la Radio Maria Togo.

Source : 24heuresinfo.com

AVIS DE VENTE

Un hectare de terrain rural est mis en vente dans la préfecture de Zio à Tsévié plus précisément à Zogbedji (village de Havé)
Prix : Un million huit cent mille francs (1 800 000 FCFA) / Contact : 99 82 92 19 - 91 35 96 78 - 92 56 56 33

Landerneau politique togolais

Une opposition qui ne fédère pas n'a pas sa raison d'être

La situation politique au Togo reste l'exemple d'une opposition atypique, fragmentée et incapable de converger autour d'un projet fédérateur pour créer un véritable rapport de force face à un pouvoir réfractaire, «sourd et muet», pour emprunter l'expression de Tikpi Atchadam.

Depuis plusieurs décennies, les institutions togolaises sont instrumentalisées dans le seul but de maintenir indéfiniment le président Faure Gnassingbé et ses collaborateurs au sommet de l'État.

Malgré les fanfaronnades de ses dirigeants devant les institutions internationales pour ceux qui veulent les écouter, sur la notion de la bonne gouvernance ou la démocratie, les faits démontrent que le pouvoir de Lomé conserve une mainmise solide sur les institutions, au détriment de toute alternance.

La violence brute est le moyen utilisé pour faire taire ses opposants et les voix dissonantes. Le député sénégalais Guy Sagna en a eu pour son compte. Il est mieux placé pour décrire ce système de terreur qui fait peur même aux Etats puissants et redoutables. Ensanglanté et admis en soins dans un hôpital, il n'a eu la vie sauve que par la grâce divine. Une œuvre macabre des miliciens sauvages lors d'une rencontre citoyenne à laquelle il prenait part à Lomé avec les organisations de la société civile et leaders de l'opposition togolaise en marge de la session du parlement de la CEDEAO.

Ici on ne raisonne que par des muscles, tel est le message lancé à la communauté internationale.

Que c'est honteux pour des chantres de la démocratie !

Le régime parlementaire, imposé par des réformes constitutionnelles controversées, est une stratégie bien conçue pour ancrer durablement le président en fonction. Cette centralisation du pouvoir dans un prétendu processus de décentralisation, a laissé l'opposition en difficulté,

confrontée à la nécessité d'une réforme politique réelle. Cependant, cette opposition est morcelée, avec des partis politiques incapables de s'unir sur un minimum de revendications communes. Cette dispersion des forces constitue un obstacle majeur à toute stratégie d'opposition efficace et affaiblit la capacité de pression face au pouvoir dynastique.

La division de l'opposition : un handicap politique

Au Togo, les partis d'opposition se sont souvent montrés incapables de dépasser leurs différends idéologiques, personnels ou stratégiques pour s'entendre sur un projet commun. Cette situation a été particulièrement flagrante en 2019 alors qu'elle avait le rapport de force pour changer la donne. Du mouvement insurrectionnel du PNP aux gigantesques manifestations de la coalition C14, l'opposition togolaise n'a pas su capitaliser. Pour cause, les objectifs étaient divergents avec des opposants «opportunistes,» formant un panier de crabes. L'élection présidentielle de 2020 a démontré l'incapacité de l'opposition à présenter un front uni, alors qu'elle avait le soutien et l'aura du prélat, le regretté Mgr Kpodzro. Cette énième occasion ratée a laissé la voie libre au régime de Faure. Après le «vol» des élections c'était la persécution contre le candidat, feu Agbeyomé Kodjo qui réclamait sa victoire. Ce dernier abandonné par ses pairs dans la rancune et les règlements de comptes futiles s'est éteint en exil dans des conditions floues.

Ces divisions internes répétées offrent un boulevard au pouvoir, qui exploite habilement les querelles et les rivalités entre partis.

En choisissant de se diviser plutôt que de s'unir,



l'opposition togolaise fragilise ses chances de représenter une alternative crédible et cohérente.

Pourtant, il existe des exemples en Afrique de l'Ouest qui montrent que l'unité au sein de l'opposition peut être un levier puissant pour faire face à des régimes autoritaires. Des pays comme le Ghana et le Sénégal illustrent comment les forces d'opposition, malgré les obstacles, ont réussi à se fédérer autour des causes communes pour mettre pression et obtenir des avancées démocratiques.

Comparaisons régionales : des exemples inspirants de l'Afrique de l'Ouest sont légion

Dans les années 2000, le Ghana a connu une transition pacifique du pouvoir, rendue possible par une opposition unie autour d'une volonté de changement et de réformes démocratiques. En se rassemblant, les forces d'opposition ont réussi à instaurer un climat politique sain, permettant aux institutions de fonctionner indépendamment du pouvoir central. Aujourd'hui, le Ghana est salué pour sa stabilité politique et son respect des principes démocratiques. La clé de ce succès réside dans la capacité des partis d'opposition à prioriser les intérêts nationaux sur leurs ambitions individuelles.

Un autre exemple est celui du Sénégal, où l'opposition s'est progressivement renforcée en dépassant les clivages internes pour mener un combat commun contre le président Abdoulaye Wade, lorsqu'il tentait de briguer un troisième mandat en 2012. L'unité de l'opposition sénégalaise a permis d'organiser des manifestations et de gagner un large soutien populaire,

aboutissant à une transition pacifique avec l'élection de Macky Sall. Cette unité a également été renforcée par une société civile active, qui a joué un rôle déterminant dans la mobilisation populaire contre Macky Sall récemment.

Aujourd'hui, cette opposition soudée comme un seul homme, qui a porté Diomaye Faye et Sonko au pouvoir se retrouve avec Macky Sall porté à la tête de la coalition de l'opposition pour challenger le pouvoir aux législatives prochaines. Ce qui aurait été un péché originel au Togo.

Ces exemples soulignent que dans les contextes politiques tendus, l'unité de l'opposition et la mobilisation de la société civile sont indispensables pour faire progresser la démocratie et préserver les institutions. L'absence de convergence au Togo laisse ainsi la porte ouverte aux manœuvres du pouvoir, qui se trouve renforcé par l'incapacité de l'opposition à s'organiser, même si on sait que le béton du pouvoir est imperméable au changement.

Quelles perspectives pour l'opposition togolaise ?

Pour parvenir à un changement réel, l'opposition togolaise doit d'abord savoir qu'elle est dans un combat. Celui de libérer le peuple togolais des mains de la dynastie et non la recherche d'un fauteuil présidentiel. Les leaders doivent se débarrasser de leurs égos surdimensionnés avec des calculs mesquins en empêchant toute initiative si elle ne vient pas d'eux.

Elle est condamnée à s'engager réellement dans une démarche de

convergence et de compromis. Une telle dynamique pourrait prendre la forme d'un pacte républicain, unissant les différentes factions sur des objectifs concrets : lutte contre la corruption, réforme électorale et institutionnelle, protection des droits humains, etc. En s'inspirant des expériences réussies des pays voisins, l'opposition togolaise pourrait redonner espoir à un peuple désillusionné par des décennies d'impasse politique.

Un dialogue inclusif, avec la participation des jeunes et de la société civile comme celui du Front Citoyen Togo Debout du Pr David Dosseh, pourrait également renforcer ce processus d'union. Les associations de défense des droits humains, les collectifs citoyens et les médias indépendants pourraient jouer un rôle crucial en favorisant l'émergence d'un discours unificateur. Cela permettrait de mobiliser une population lassée par l'immobilisme et le manque de perspectives.

Cette opposition qui se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins a le choix, se fédérer et construire une alternative démocratique solide et inclusive ou continuer à se perdre dans des querelles internes qui la rendent inoffensive face au pouvoir pour enfin disparaître.

Comme le montrent les exemples du Ghana, du Sénégal et bien d'autres, l'unité est le préalable indispensable pour une opposition crédible et pour transformer la colère et le mécontentement populaires en un mouvement porteur d'avenir.

Concours médias :

HAPLUCIA, HAAC et OTM unissent leurs forces contre la corruption

Le Togo se dote d'un nouvel outil pour combattre un fléau tenace : la corruption. Le 24 octobre dernier à Lomé, la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLUCIA), en collaboration avec la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) et l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), a annoncé le lancement d'un concours national de meilleures productions médiatiques.

L'objectif ? Mobiliser les journalistes pour sensibiliser la population aux effets dévastateurs de la corruption et encourager la participation citoyenne dans cette lutte essentielle pour le développement.

La corruption, omniprésente dans de nombreux secteurs, est un obstacle majeur à la croissance économique et sociale. Ses répercussions sont dévastatrices : elle érode la confiance dans les institutions, pèse lourdement sur l'économie, et prive des populations entières de services publics essentiels. En se tournant vers les médias, la HAPLUCIA souhaite toucher directement le cœur de la société, pour provoquer une prise de conscience nationale et instaurer un climat d'intolérance envers ces pratiques.

Une initiative pour renforcer la voix des médias

Avec ce concours, la HAPLUCIA veut accroître l'implication des médias et mettre en lumière leur rôle

crucial dans la lutte contre la corruption. Les journalistes togolais, par leurs enquêtes et leurs reportages, possèdent une capacité unique à exposer les pratiques corruptrices et à stimuler l'action publique. Ce concours leur offre une plateforme pour produire des contenus de qualité, dans divers formats (articles, productions audiovisuelles), et adresser des messages percutants sur les effets de la corruption dans la vie quotidienne des Togolais.

En participant, les professionnels des médias doivent démontrer leur rigueur et leur engagement, tout en respectant strictement les règles éthiques et déontologiques. L'initiative met aussi l'accent sur le professionnalisme : seuls les journalistes travaillant pour des médias reconnus par la HAAC, et ayant au moins cinq ans d'expérience, peuvent concourir.

Des récompenses pour valoriser l'engagement

Les productions médiatiques, réalisées en 2024, devront être soumises d'ici le



29 novembre au siège de l'OTM à Lomé, où elles seront examinées par un jury de six membres. L'attribution des prix, d'un million de francs CFA pour le premier lauréat et de 500.000 FCFA pour le second, récompensera les œuvres les plus convaincantes. Ces récompenses soulignent la valeur de l'engagement journalistique dans la construction d'une société plus juste et plus transparente.

Le président de la HAPLUCIA, Aba Kimelabalou, a rappelé l'importance de ce combat en affirmant que « la corruption ralentit la croissance économique, compromet l'État de droit et entraîne un gaspillage des talents et des ressources. Il est donc crucial de conjuguer nos efforts pour éradiquer ce fléau. Les médias, grâce à leur capacité d'influencer l'opinion publique et les décisions politiques, jouent un rôle essentiel dans cette lutte ».

Le directeur de cabinet du ministère de la Communication, des Médias et de la Culture, Franck Missité, a également souligné le rôle des journalistes en tant que « vigies de la démocratie ». Pour lui, leur mission ne se limite pas à relater des faits, mais s'étend à dénoncer les pratiques illicites qui minent le développement et brisent l'équité dans l'accès aux opportunités économiques et sociales.

À son tour, le président de l'OTM, Fabrice Petchezi a invité les hommes et femmes de médias à plus d'engagement dans la participation à cette première édition.

Un appel aux journalistes pour une société transparente

Dans une société où la corruption se normalise, l'information devient l'une des premières armes de résistance. Les médias togolais, en participant activement à ce concours, pourraient redéfinir

leur impact sur les dynamiques sociales et politiques du pays. Le soutien et l'encouragement apportés par HAPLUCIA, HAAC et OTM visent à créer une synergie puissante pour transformer la perception et l'approche de la corruption. Ainsi, les productions lauréates auront le potentiel de sensibiliser le public, de mobiliser, et peut-être même d'influencer les décideurs pour adopter des réformes plus rigoureuses en matière de transparence et d'intégrité.

En finançant et promouvant cette initiative, HAPLUCIA et ses partenaires envoient un message fort : le Togo aspire à devenir un modèle de transparence et de gouvernance responsable. La corruption n'est plus seulement un sujet de discussion, elle est désormais au centre d'un débat national, amplifié par le pouvoir des médias.

Yvette SOSSOU

Marché alimentaire à Lomé :

Les prix des céréales et denrées en octobre 2024 à la loupe

En octobre 2024, le marché alimentaire de Lomé révèle une situation complexe, marquée par la fluctuation et la stabilité relative des prix des céréales et denrées de base. Ces variations sont grandement influencées par les conditions climatiques, qui, cette année, n'ont pas été particulièrement favorables, impactant directement les récoltes locales et la disponibilité de certains produits sur les étals.

Céréales locales et classiques

Le maïs, l'une des céréales les plus prisées au Togo, oscille entre 600 et 700 FCFA par le bol de 2,5kg en raison de l'arrivée des nouvelles récoltes. Bien que le prix standard soit autour de 650 FCFA, l'ancien maïs devient de plus en plus rare, affectant l'approvisionnement.

Quant aux haricots, leurs prix varient de 3500 à 4000 FCFA. Cependant, grâce aux importations, on observe une légère détente des prix : les petits haricots du

Niger sont proposés autour de 2500 FCFA, tandis que les grosses graines en provenance du Nigeria restent à 3500 FCFA. Le sorgho se négocie à 1300 FCFA, tandis que le riz, une autre denrée de base souvent importée, est accessible entre 1400 et 2000 FCFA selon la qualité.

Les prix du soja varient entre 1300 et 1400 FCFA le grand bol, et le tapioca est disponible à environ 1000 FCFA. Le souchet, également très apprécié, se situe entre 1600 et 1700 FCFA, et le voandzou est proposé entre



3500 et 4000 FCFA en raison de sa pénurie.

Produits de première nécessité

Les prix des produits de base tels que l'huile, le lait, et le sucre sont également des éléments déterminants pour les ménages. L'huile végétale industrielle est disponible à environ 1000 FCFA le litre, tandis que le lait est à 1400 FCFA. Le sucre, un produit

essentiel dans de nombreux foyers, se vend actuellement à 1600 FCFA le kilo.

Contexte économique et INHPC

L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED), dans sa publication de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation (INHPC) de septembre 2024, a mis en

lumière une baisse notable de 4,7 % pour les prix des produits de la fonction de consommation « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées ». Cette diminution a entraîné un fléchissement de 1,4 % de l'INHPC global en comparaison avec le mois d'août 2024.

Les prix des produits alimentaires sur le marché de Lomé montrent des variations importantes, reflétant l'impact des conditions climatiques et de l'approvisionnement. Tandis que certains produits bénéficient de la baisse de l'INHPC, d'autres demeurent sensibles aux fluctuations, influencés tant par les importations que par les réalités locales.

Yvette SOSSOU

Santé

L'ONG UMA fait don de médicaments et de matériels médicaux au CMS de Koutoukpa

Dans le cadre de sa mission médicale foraine gratuite tenue du 14 au 25 octobre 2024 à Koutoukpa, une localité dans la préfecture d'Amou, l'ONG United Mission to Africa (UMA) a fait don de médicaments et de matériels médicaux au Centre Médico-Social (CMS) de Koutoukpa. Ce don est composé de matelas, de lits, de brancards, d'appareil de réanimation, de tensiomètres, de thermomètres, entre autres ainsi que des médicaments. Selon les donateurs, ces matériels sanitaires vont soulager tant soit peu ce Centre médical en terme d'hospitalisation et de soins aux patients. Ce geste humanitaire est scellé par la signature d'un contrat de don qui fait état de la liste des matériels et des médicaments offerts et les conditions d'utilisation de ce don. Il ressort du contrat que les médicaments offerts au Centre devront être utilisés gratuitement pour les patients.



Bilan de la mission

Selon M. SANI Apéléte, président de UMA, cette mission a été très satisfaisante suite au nombre de personnes consultées et de patients traités. « Nous ne nous attendions pas à cette affluence. J'avoue que nous avons pu faire ce qu'on pouvait faire en vue de satisfaire tant soit peu ces

populations », a-t-il indiqué. Il a révélé qu'en cinq (05) jours, plus de 600 personnes ont été consultées et entièrement prises en charge. Le reste des jours a servi de distribution des médicaments et d'éducation des populations sur les conduites à tenir pour être en bonne santé, vu que les cas qui reviennent souvent sont le mal de



dos, de genoux, d'ulcère, entre autres. Il a déclaré que deux cas graves ont été transférés. Une fille de 15 ans ayant une insuffisance cardiaque a été transférée au CHU Sylvanus Olympio de Lomé et un garçon de 14 ans traînant, depuis sa naissance la hernie, est transféré

au CHR d'Atakpamé en vue d'une opération chirurgicale. « Le transfert de ces deux cas et leurs traitements sont pris en charge par l'ONG UMA », a souligné M. SANI. Il a remercié le chef de canton de Koutoukpa qui a été très actif dans l'organisation de

cet événement et espère que son ONG volera souvent au secours des populations togolaises.

Remerciements du chef de canton

Olukè KEKOU-OSSAH VII, chef du canton de Koutoukpa, s'est réjoui du déroulement de cette mission qui a été très bénéfique aux populations de Koutoukpa et à celles des autres villages de la préfecture d'Amou. Il a remercié l'ONG UMA pour ce geste humanitaire inestimable. « On ne s'attendait pas que cet événement sera d'une si grande ampleur. Cela a été une aubaine pour nos populations. Nous sommes fiers de cette ONG. Nous manquons de mot pour dire à la taille du bienfait merci aux responsables », a-t-il indiqué. Il a souhaité qu'ils reviennent souvent pour le bonheur des populations.

Notons que la délégation d'UMA a été reçue au matin du vendredi 25 octobre 2024 par M. Komla Mally, ex Premier Ministre du Togo, à son domicile à Adiva. Il a félicité l'ONG UMA pour cette œuvre humanitaire en faveur des populations d'Amou. Il a aussi souhaité que d'autres organisations humanitaires fassent de même pour le bonheur des populations.

M.K



-30%

sur le dédouanement des véhicules d'occasion jusqu'au 20 décembre 2024

Mesure de dépréciation de 30% sur les valeurs des véhicules de plus de cinq (05) ans d'âge

Office Togolais des Recettes - OTR

8201 +228 22 53 14 00 +228 90 99 41 01

FEDER POUR BATE www.fpb.tg

Tenue vestimentaire dans la santé :

L'OPS-Afrique salue la mesure et fait cinq propositions pour lutter contre la corruption

Dans un communiqué publié ce 26 octobre 2024, l'Observatoire pour la Promotion de la Santé en Afrique (OPS-Afrique) s'est prononcé en faveur de la récente décision du Ministère de la Santé d'introduire des tenues de travail spécifiques selon les spécialités pour le personnel de santé au Togo. Cette mesure pour cette organisation de défense des droits des patients vise à renforcer la transparence, la sécurité, et à restaurer la confiance des patients dans les services de santé, en rendant plus claires les identités et les rôles de chaque professionnel au sein des établissements.

OPS Afrique, voit dans cette décision une avancée positive pour lutter contre les pratiques non autorisées et l'abus des fonctions dans le secteur de la santé. « Cette initiative marque un pas important pour la responsabilisation dans le secteur de la santé au Togo », déclare l'OPS-Afrique, ajoutant que la clarification des rôles apportera un environnement de soins plus sûr et transparent pour tous les patients.

Des actions complémentaires pour renforcer la transparence

Dans son communiqué, l'OPS-Afrique encourage également les professionnels de santé à adhérer pleinement à cette mesure, et propose plusieurs actions complémentaires pour maximiser son impact. D'abord, l'organisation recommande un renforcement des formations en éthique et déontologie pour les agents de



santé, afin de consolider leur engagement professionnel envers les patients. Elle suggère également l'introduction de badges électroniques, qui permettraient de tracer les interventions réalisées par chaque agent, offrant ainsi une meilleure traçabilité des actes médicaux et réduisant le risque d'abus.

En complément, l'OPS-Afrique invite le Ministère à

instaurer des sanctions disciplinaires en cas de non-respect des consignes pratiques, afin de dissuader tout comportement inapproprié. L'organisation appelle aussi à une sensibilisation accrue des patients sur leurs droits et sur les distinctions visuelles entre les professionnels, pour renforcer leur vigilance. Enfin, la création d'une ligne de

signalement anonyme est proposée pour permettre aux citoyens de signaler en toute sécurité les comportements suspects.

Pour un secteur de santé digne de confiance

En exprimant son soutien aux efforts du Ministère de la Santé, l'OPS-Afrique réaffirme son engagement à promouvoir un système de santé fiable et respectueux des droits des patients. L'organisation reste ouverte à collaborer avec les autorités sanitaires pour toute initiative visant à assurer une meilleure qualité de soins pour les citoyens. « Ensemble, faisons de notre système de santé un modèle de fiabilité et de respect des droits des patients », conclut-elle dans son communiqué.

Source : icilome.com

Observatoire pour la Promotion de la Santé en Afrique (OPS-AFRIQUE)



BP : 60556 Lomé-Bè
Siège social : Lomé, Qté Atiégo, P/Golfe
Tél : +228 91 10 92 56 / 90 26 25 02

Email: observatoiresanteafrique@gmail.com



COMMUNIQUE N°006/10-2024/OPS/PR

L'Observatoire pour la Promotion de la Santé en Afrique (OPS-Afrique) a pris connaissance du récent arrêté du ministre de la Santé et de l'hygiène Publique du Togo, Pr. Tchin Darre, portant réglementation de la tenue vestimentaire du personnel des formations sanitaires publiques privées et confessionnelles. Cette initiative qui entend renforcer la transparence et la responsabilité au sein des établissements de santé marque un pas important vers l'amélioration de la confiance des patients et de la prévention des abus.

L'OPS-Afrique salue cette démarche qui, en clarifiant les rôles de chacun, contribue à un environnement de soin plus transparent et sécurisé pour les citoyens. Il invite l'ensemble des professionnels de santé à se conformer à cette mesure dans un esprit de responsabilité et de professionnalisme afin de servir au mieux les intérêts des patients.

Dans le cadre de cette dynamique, l'OPS-Afrique propose des actions complémentaires pour soutenir et maximiser l'impact de cette réforme.

- 1- Le renforcement des formations continues en éthique et déontologie pour tous les professionnels de santé afin de consolider leur engagement à servir les patients avec intégrité.
- 2- La mise en place d'un système de traçabilité des interventions, via des badges électroniques permettant de suivre les actes médicaux réalisés par chaque agent, pour réduire le risque de fraudes ou des interventions non autorisées et garantir un meilleur contrôle des pratiques dans le secteur.
- 3- L'application stricte des sanctions disciplinaires exemplaires en cas de faute grave, non-respect des consignes ou de violations des règles éthiques et déontologiques.
- 4- La mise en place d'une stratégie de communication efficace dans toutes les formations sanitaires sur les droits des patients, les identifications professionnelles et les coûts des différentes prestations afin de renforcer la confiance des citoyens dans le système de soins
- 5- La mise en place d'une ligne de signalement anonyme pour offrir aux citoyens un moyen sûr et confidentiel de signaler tout abus ou comportement suspect.

L'OPS-Afrique renouvelle son soutien aux autorités togolaises en charge de la santé dans cette initiative qui vise à promouvoir un secteur de santé plus confiant et professionnel.

Ensemble faisons de notre système de santé un modèle de fiabilité et de respect des droits des patients!

Fait à Lomé, le 26 Octobre 2024

Le Président,
Président
KOUZOU Aklèssou

Libre Opinion **La déroute de l'armée ukrainienne**

Le commandement militaire ukrainien, poussé en avant par le pouvoir politique, est confronté à de graves difficultés dans l'organisation des opérations offensives, malgré la fourniture de matériel militaire occidental et les tentatives de formation de nouvelles brigades d'infanterie, principalement constituées non pas de militaires ou des volontaires, mais de civils attrapés dans les rues des villes et villages ukrainiens et enrôlés de force.

Kiev a prévu d'augmenter le nombre de formations mécanisées, mais l'efficacité d'une telle stratégie est discutable.

De nouvelles ressources humaines et financières limitées, de graves problèmes de maintenance du matériel mécanique, des pertes humaines et matérielles très considérables et en croissance constante compliquent grandement la situation des forces armées ukrainiennes au point de l'apparition d'une réelle menace d'effondrement à grande échelle sur plusieurs directions stratégiques du front.

La « stratégie » militaire de Kiev : avancer sans compter les pertes

Etant totalement dominé pratiquement sur tous les points par l'armée russe, Kiev mise sur une nouvelle stratégie qui peut s'avérer être suicidaire : passer à l'offensive, au lieu de se concentrer sur le défensif.

Le commandement ukrainien est en train de transformer les brigades d'infanterie en brigades mécanisées. Ainsi, la 159ème brigade d'infanterie a récemment été reformée en une brigade mécanisée, de même que la 155ème d'infanterie, en recevant des chars allemands Leopard 2A4 et les canons automoteurs français Caesar. Une transformation similaire est également prévue pour la 156ème, 157ème et la 158ème brigades de fantassins.

La 154ème brigade mécanisée, impliquée dans des combats dans les régions de Kharkov et Kursk, a reçu des véhicules blindés américains M1117 pour les opérations d'assaut. En outre, Berlin prévoit de transmettre à l'Ukraine 21 unités supplémentaires de déminage Wisent 1 MC.

Ces mesures de soutien, de modernisation et de transformation des brigades signifient une seule chose : la préparation de nouvelles opérations offensives.

Compte tenu du transfert régulier

des meilleures unités à disposition des forces ukrainiennes dans la région de Kursk et de la présence de la 154ème et de la 155ème brigades mécanisées dans cette région russe - une escalade est à attendre dans cette direction. Avec une forte probabilité, les troupes ukrainiennes tenteront de nouveau d'avancer à partir de leurs positions actuelles dans la région de Kursk et/ou de franchir la ligne de défense russe dans la région de Bryansk (Russie).

La question est de savoir si une telle stratégie a des chances d'être efficace.

Le matériel mécanique livré par les pays de l'OTAN renforce, certes, l'armée ukrainienne, mais arrive en quantités trop limitées et nécessite un entretien complexe qui est également aggravé davantage par la trop large gamme hétéroclite du matériel à disposition et un manque important de techniciens qualifiés.

Le manque d'équipages formés complique également la tâche de la conversion des brigades d'infanterie en brigades mécanisées et de leur modernisation qui nécessite des ressources et du temps considérables.

Le manque de formation des militaires et le manque de soutien logistique rendent les nouvelles brigades, tout simplement, inefficaces. Elles peuvent, certes, être utiles dans des opérations tactiques, mais certainement pas efficaces au sein de grandes opérations offensives où les pertes ukrainiennes sont connues d'avance : elles seront considérables et le résultat sera éloigné de celui escompté par Kiev.

La réelle situation sur le front

En résumé : l'armée ukrainienne est épuisée et démoralisée.

En face, l'armée russe motivée et déterminée, largement épaulée par son industrie de défense en croissance continue et soulagée par la possibilité des rotations en flux tendu des unités engagées au combat.

Sur les directions stratégiques, les forces armées de la Fédération de Russie poursuivent l'offensive en infligeant des pertes importantes aux unités ukrainiennes. Le transfert par Kiev des renforts sur les parties du front ayant les confrontations les plus intenses ne permet pas de renverser la tendance et de contrecarrer l'avancée de l'armée russe, dont le mode opératoire n'est guère la prise de nouveaux terri-

toires, mais l'annihilation des forces ennemies dans des zones limitées.

En direction de Kursk, l'armée ukrainienne a perdu des positions importantes : les forces armées russes ont libéré les colonies de Novaya Sorochina et Pokrovsky et ont repris le contrôle du territoire entre les villages de Sheptukhovka et Kremenoye. Pour stabiliser sa défense, le commandement ukrainien a été obligé d'y transférer les 47ème et la 41ème brigades mécanisées, ainsi que la 17ème brigade blindée.

En direction de Kupyansk, les troupes russes ont coupé la route d'approvisionnement des forces armées ukrainiennes Kruglyakovka-Kovsharovka et ont avancé vers Glushkovka. Dans cette zone, la 110ème et la 115ème brigades ukrainiennes ont subi de lourdes pertes et ont dû quitter leurs positions. La ville de Kupyansk qui est stratégique pour la défense ukrainienne est sous une menace directe d'encerclement.

En direction de Kharkov, l'armée russe a également renforcé ses positions dans cette zone d'importance stratégique en reprenant aux unités d'élites ukrainiennes du GUR le domaine de l'usine de Volchansky.

Sur plusieurs autres directions avec les combats les plus intenses la situation des forces armées ukrainiennes est également critique.

L'aide militaire occidentale

L'aide militaire occidentale continue d'être fournie, néanmoins, son volume et son calendrier des livraisons ne répondent nullement aux besoins ukrainiens qui subissent des pertes exponentielles.

Ainsi, la livraison de 6 exemplaires de chasseurs Mirage 2000-5, prévue pour la fin de l'année 2024, est reportée à l'année 2025. Une telle quantité dérisoire d'avions n'a déjà pas eu d'autre réelle valeur que celle d'un coup médiatique pour faire diluer la profondeur du désespoir des soupirants du régime ukrainien. Toutefois, même cet élément qui a dû servir à la propagande n'est plus d'actualité.

Pour ceux qui n'ont pas perdu le sens de la réalité, il est important de faire attention au poids comparatif de l'adversaire en face qui n'a pas besoin d'une interprétation : en 2024, les forces aérospatiales de la Fédération de Russie disposent près de 1500 avions de combat opérationnels, dont environ



Oleg Nesterenko

900 chasseurs.

Quel rôle les 6 avions ennemis pilotés par des ukrainiens mal formés devait avoir, hormis celui de produire un défilé aérien ou celui d'être immobilisé, caché et de ne jamais prendre le ciel, comme c'est le cas de quelques chasseurs F-16 livrés auparavant par l'OTAN et dont la propagande occidentale a présenté durant une année en tant que Wunderwaffe - l'arme miracle qui changera le cours de la guerre ?

Il est important de noter que l'Ukraine perd face à la Russie également dans un autre élément-clé de la guerre d'aujourd'hui : l'utilisation des drones de combat aérien.

L'interdiction chinoise à l'exportation de drones aériens depuis le 1er septembre 2024 a aggravé le déficit, qui, selon les experts ukrainiens en reconnaissance aérienne des forces armées ukrainiennes, pourrait s'avérer encore plus dévastateur que le manque de munitions.

Contrairement à de fausses idées répandues par la propagande de médias mainstream euro-atlantiques, ce sont bien les forces armées ukrainiennes et non pas russes qui ont été les principaux bénéficiaires des drones de la production chinoise. La nouvelle initiative de Pékin est un coup très dur vis-à-vis de Kiev.

Bien que l'Ukraine tente d'établir sa propre production de drones, c'est un long processus et le temps des manœuvres qui reste au régime de Kiev pour survivre se raccourcit comme une peau de chagrin.

Le retard technologique et les ressources limitées mettent l'Ukraine dans une position perdante. Dans le même temps, les pertes humaines sur le front ne font que croître.

Le tonneau des Danaïdes

Afin de combler les pertes, les forces armées ukrainiennes ont trans-

férées des troupes de la direction de Kherson vers les zones de combats les plus intenses. Il y a six mois, la rive droite de la région de Kherson comptait la disposition des 9 brigades ukrainiennes à part entière. Aujourd'hui, il n'en reste plus que 4.

Aidera-t-il ce transfert de 5 brigades dans le feu des combats à stopper, au moins provisoirement, l'avancée des troupes russes - le temps le montrera. Toutefois, la direction de Kherson dépouillée des troupes ukrainiennes peut devenir fort attrayante pour les opérations offensives des forces armées russes.

Aujourd'hui, le commandement de l'armée ukrainienne tente de combler les trous dans leur défense qui apparaissent pratiquement sur toute la ligne de front. Cependant, l'action de Kiev ressemble de plus en plus au travail des Danaïdes qui remplissent sans cesse leur tonneau troué : la pression des forces russes est si importante que les faiblesses de la défense ukrainienne ne font que s'accroître.

Pendant ce temps, les troupes ukrainiennes du génie ont commencé à créer à la va vite des fortifications dans la région de Dnipropetrovsk (Dnipro), préparant de nouvelles lignes défensives plus proches de la capitale, car le constat est sans équivoque : en franchissant les zones des fortifications construites par Kiev depuis 2014 où les combats ont lieu aujourd'hui et depuis février 2022 - l'avancée de l'armée russe peut être fulgurante, car sur les centaines de kilomètres à venir il n'y a que peu d'obstacles construits qui pourraient la retenir.

Seul l'arrêt des hostilités peut sauver les restes de l'armée du régime de Kiev d'une déroute écrasante qui se profile de plus en plus à l'horizon. Ainsi, au lieu de se concentrer sur la réalisation de son plan de guerre « jusqu'au dernier ukrainien », au sens propre du terme, le président ukrainien Zelensky devrait se pencher davantage sur la question de l'arrêt des hostilités et de l'arrivée des prochaines élections présidentielles, dont lui et son entourage auront la seconde chance d'essayer de manipuler et de falsifier le processus électoral, afin de se maintenir au pouvoir.

Oleg Nesterenko Président du CCIE www.c-cie.eu (Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

«À l'heure du retour des blocs, nous devons affirmer notre souveraineté» Kako Nubukpo

L'ancien commissaire de l'UEMOA Kako Nubukpo invite les africains au retour aux fondamentaux culturels. Intitulé « L'Afrique et le reste du monde, de la dépendance à la souveraineté » l'écrivain affirme, à travers ce livre paru le 23 octobre 2024 aux éditions Odile

Jacob, affirme qu'il met en lumière une troisième voie, entre un néolibéralisme en fin de vie et un panafricanisme de repli.

Nubukpo estime qu'à l'heure du retour des blocs, les africains devraient assurer leur souveraineté.

« C'est en nous appuyant

sur nos fondamentaux culturels, économiques et sociaux que nous construirons des interdépendances fructueuses avec le reste du monde. À l'heure du retour des blocs, nous devons affirmer notre souveraineté » a écrit l'ancien ministre de la

Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques du Togo sous la présidence Faure Gnassingbé de 2013 à 2015.

Ce livre paraît à une période où certains pays africains, notamment ceux de la confédération de l'Alliance des États du Sahel (Mali, Burkina

Faso et le Niger) se démarquent du joug colonial.

L'homme politique et écrivain, connu pour son franc-parler, en particulier son combat pour la fin du FCFA qu'il considère comme une monnaie de servitude.

Source : Togomedia24.com

Une expérience réinventée

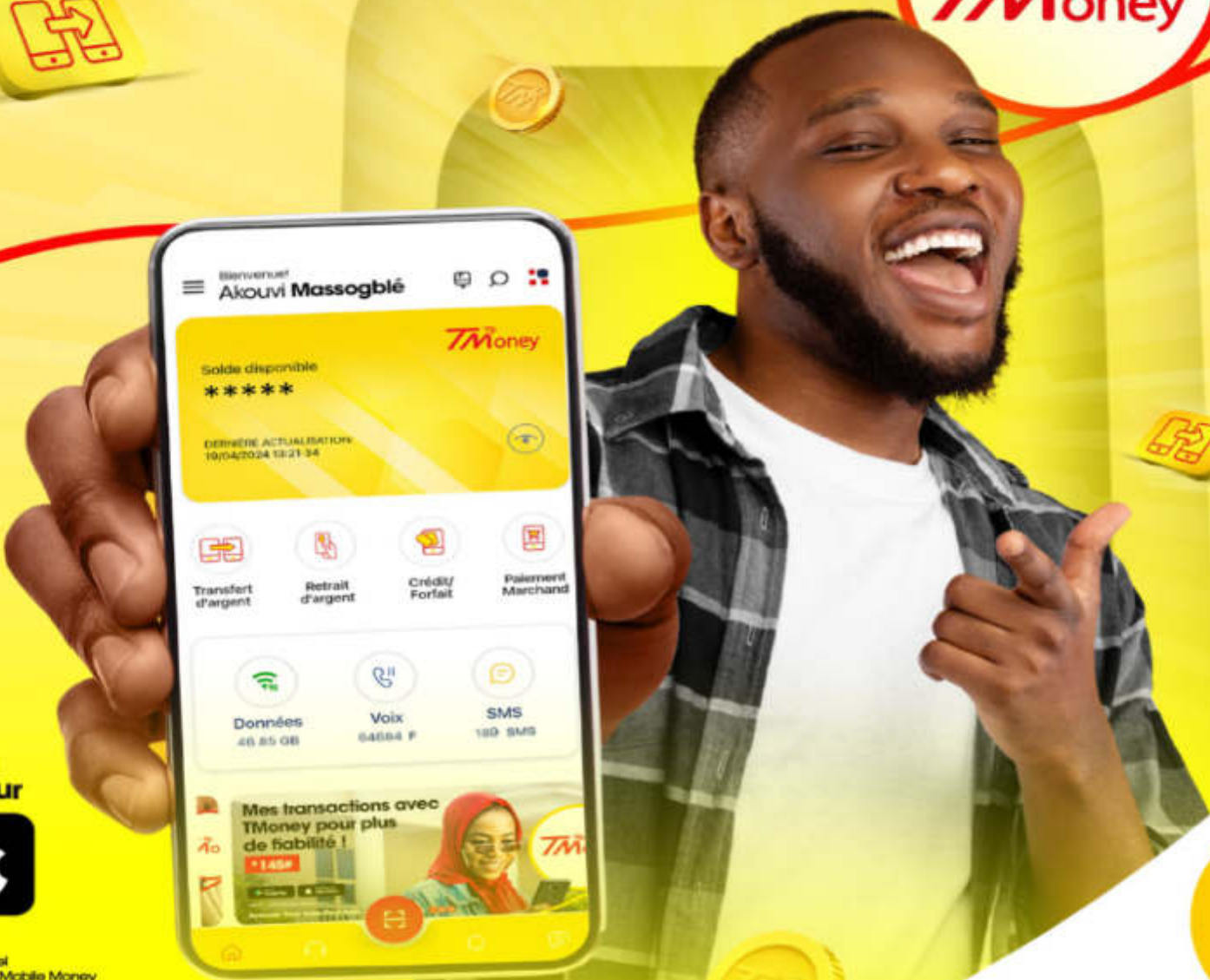
pour transférer ton argent

NOUVEAU

Ton application TMoney évolue avec de nouvelles fonctionnalités



Ensemble sommes le Togo



Télécharge ton appli TMoney sur



IB bank Distributeur Officiel IB bank Togo en Mobile Money

Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg



Règle tes achats dans une

nouvelle ère de simplicité

NOUVEAU

Ton application TMoney évolue avec de nouvelles fonctionnalités



Ensemble sommes le Togo



Télécharge ton appli TMoney

IB bank Distributeur Officiel IB bank Togo en Mobile Money

Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg



RÉCÉPISSÉ: N°001 / 19 / 07 / 98 / HAAC

ADRESSE: 17 RUE DES NOIX, TOKOIN DOUMASSESE, CONTACTS: 90 19 66 68 99 47 73 75

DIRECTEUR FONDATEUR
Apollinaire MEWENEMESSE

COMITÉ DE RÉDACTION
MÈWÈ.KAO VICTOIRE; ; ARRIS ALEXANDRE, Jaques, ASSÈYÉ, M.K.

DISTRIBUTION A. Moïse 90 70 98 17

SECRETARIAT PUBLICITE
Célestine Bamazi

TECHNICIEN NUMERIQUE
Stéphane GAWU

Mise en page
Franck Y. AHONGAN
Tél : 93 07 28 66
Imprimerie Sans Dieu, Rien